

Accord collectif

**RETRAITE
ÉVOLUTION DU RÉGIME CCPMA
(22 janvier 2008)**

(Etendu par arrêté du 4 septembre 2008,
Journal officiel du 13 septembre 2008)

ACCORD DU 18 NOVEMBRE 2011

NOR : AGRS1297110M

Vu l'article L. 941-1 du code de la sécurité sociale, issu de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, par lequel le législateur a souhaité soumettre les institutions de retraite supplémentaire à une obligation de provisionnement intégral des droits à payer, afin de s'assurer de leur capacité à garantir leurs versements à leurs ressortissants ;

Vu l'accord du 22 janvier 2008 relatif à l'évolution du régime CCPMA Retraite, organisant notamment la fusion de la CCPMA Retraite avec la CCPMA Prévoyance en application de l'article L. 941-1 du code de la sécurité sociale susvisé ;

Vu l'article 5 de cet accord, mettant à la charge des employeurs des collectivités adhérentes à la CCPMA Retraite au 31 décembre 1996 une cotisation affectée au maintien des droits des salariés présents avant 1997 et des affiliés ou des retraités de la CCPMA Retraite dont le taux est fixé à :

- 0,10 % sur la tranche A des non-cadres et des cadres affiliés à l'ARRCO ;
- 0,10 % sur la tranche B des non-cadres affiliés à l'ARRCO ;
- 0,10 % sur la tranche B des cadres affiliés à l'AGIRC ;

Vu les excédents dégagés par le régime CCPMA Retraite au cours des trois premiers exercices (2008, 2009 et 2010), qui s'établissent à la fin de l'année 2010 à 5 fois le montant du produit annuel de la cotisation de 0,10 % susvisée,

il a été convenu ce qui suit :

Le prélèvement de la cotisation prévue à l'article 5 de l'accord du 22 janvier 2008 relatif à l'évolution du régime CCPMA Retraite est suspendu à compter du 1^{er} janvier 2012.

A l'issue d'une période de 3 ans, soit avant le 31 décembre 2014, les partenaires sociaux réexamineront cette décision au regard de l'évolution du régime CCPMA Retraite.

Fait à Paris, le 18 novembre 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération nationale du crédit agricole ;
Coop de France ;

Fédération nationale des employeurs de la mutualité sociale agricole ;
Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ;
Unité de développement social GROUPAMA.

Syndicats de salariés :

FGA CFDT ;
CFTC ;
CFE-CGC ;
Syndicat national de l'entreprise Crédit agricole CFE-CGC ;
FGTA FO ;
UNSA2A.